

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 04/08/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/07/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NEXSTONE**

8D rue des entreprises  
25410 Velesmes-Essarts

Références : UID257090/SPR/BB/ 2026 - 0730A  
Code AIOT : 0005901588

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/07/2026 dans l'établissement NEXSTONE implanté RD6 (Lieu-dit En Epine) 25520 Val-d'Usiers. L'inspection a été annoncée le 01/06/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection. Cette inspection s'inscrit également dans le cadre de l'action régionale sur le respect des prescriptions liées à la protection de la biodiversité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NEXSTONE
- RD6 (Lieu-dit En Epine) 25520 Val-d'Usiers

- Code AIOT : 0005901588
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une carrière de roches massives calcaires. Une autorisation a été délivrée le 10/02/2023 pour le renouvellement et l'extension de la carrière pour une durée de 30 ans. Le tonnage autorisé est de 275 000 t/an en moyenne (350 000 t au maximum).

L'exploitant est autorisé à accueillir des matériaux inertes pour le remblayage de la carrière.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 2
- Bruits et vibrations
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                 | Référence réglementaire                                  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 12 | Vibrations lors des tirs de mines | Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 7.2.1 et 9.2.3 | Demande d'action corrective                                                                                                | 5 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                             | Référence réglementaire                           | Autre information |
|----|-----------------------------------------------|---------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Production                                    | Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 2.1.2   | Sans objet        |
| 2  | Utilisation et export des matériaux           | Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 3.1.3   | Sans objet        |
| 3  | Modalités d'extraction                        | Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 3.1.2   | Sans objet        |
| 4  | Épaisseur d'extraction et fronts d'abattage   | Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 3.1.2.2 | Sans objet        |
| 5  | Valorisation des matières premières critiques | Arrêté Ministériel du 18/06/2026, article 5       | Sans objet        |
| 6  | Remblayage partiel de l'excavation            | Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 2       | Sans objet        |
| 7  | Contrôle et traçabilité des                   | Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 6.1.2   | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                                      | Référence réglementaire                               | Autre information |
|----|------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|-------------------|
|    | déchets admis                                                          |                                                       |                   |
| 8  | Alimentation en eau                                                    | Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 4.1.1       | Sans objet        |
| 9  | Surveillance de la qualité des rejets aqueux                           | Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 9.2.1       | Sans objet        |
| 10 | Voirie                                                                 | Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 5.1.1       | Sans objet        |
| 11 | Surveillance des retombées de poussières                               | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 à 19.7 | Sans objet        |
| 13 | Mesures d'évitement, de réduction et de suivis, mesures en faveur d... | Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 10.1.1      | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que la carrière est globalement bien exploitée. Une non-conformité a été identifiée :

- l'exploitant n'a pas respecté en 2025 la fréquence de mesure des niveaux de vibration lors des tirs de mines (1 mesure au lieu de 2).

Par ailleurs l'exploitant devra transmettre avant le 24 novembre 2026 une étude d'évaluation économique préliminaire ou le document justifiant de l'absence de matières premières critiques techniquement valorisables en application de l'article 27 du règlement (UE) n° 2024/1252 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 établissant un cadre visant à garantir un approvisionnement sûr et durable en matières premières critiques.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Production

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 2.1.2                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Carrière                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Exploitation de la carrière :<br><br>La quantité totale de matériaux valorisables autorisée à extraire est de 7 975 000 tonnes.<br><br>Sur une période correspondant à chaque phase, la moyenne annuelle de quantité de matériaux extraits valorisables ne dépasse pas 275 000 tonnes par an. |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Les horaires d'exploitation de la carrière sont du lundi au vendredi de 7 h 30 à 17 h, hors jours fériés.</p> <p>Pour répondre à un besoin exceptionnel ou de canicule, la carrière pourra être exploitée sur la plage horaire de 5h00 à 22h00.</p> <p>Les horaires de ventes ne pourront avoir lieu au-delà de la période allant de 7h00 à 18h00.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare sa production annuelle sur la plateforme GEREP. Les productions des années 2024 et 2025 sont inférieures à la production annuelle autorisée.</p> <p>Concernant les horaires de fonctionnement, l'exploitant n'a pas fait usage en 2026 des horaires exceptionnels en cas de canicule.</p>                |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

#### N° 2 : Utilisation et export des matériaux

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 3.1.3</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Carrière</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les matériaux extraits servent majoritairement à la production de granulats élaborés destinés principalement à un usage local.</p> <p>Les quantités de matériaux pouvant être exportés vers les différents cantons suisses sont limitées à 75 000 t/an, comprenant un maximum de 15 000 t/an de matériaux élaborés.</p> <p>L'exploitant met en place un dispositif permettant de justifier du respect des quantités exportées vers la Suisse.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection son registre des expéditions vers la Suisse. Les quantités exportées sont inférieures aux quantités autorisées.</p> <p>Ces données sont cohérentes avec les données déclarées dans GEREP.</p>                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>A partir de l'année 2026, la déclaration des expéditions de matériaux dans GEREP sert de justificatif pour les exportations vers la Suisse. Des éléments supplémentaires pourront être demandés par l'inspection si besoin.</p>                                                                                                                                                                                  |

|                                       |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

**N° 3 : Modalités d'extraction**

|                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 3.1.2 |
|---------------------------------------------------------------------------|

|                                         |
|-----------------------------------------|
| Thème(s) : Risques chroniques, Carrière |
|-----------------------------------------|

|                                 |
|---------------------------------|
| <b>Prescription contrôlée :</b> |
|---------------------------------|

|                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux présents en annexe 2 du présent arrêté . |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                   |
|-------------------|
| <b>Constats :</b> |
|-------------------|

|                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'exploitation est en retard sur la phase 1 du fait d'une production moindre que prévue. L'extraction se fait actuellement encore en direction de l'entrée du site, et il n'y a pas encore eu d'approfondissement. |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                       |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

**N° 4 : Épaisseur d'extraction et fronts d'abattage**

|                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 3.1.2.2 |
|-----------------------------------------------------------------------------|

|                                         |
|-----------------------------------------|
| Thème(s) : Risques chroniques, Carrière |
|-----------------------------------------|

|                                 |
|---------------------------------|
| <b>Prescription contrôlée :</b> |
|---------------------------------|

|                                                     |
|-----------------------------------------------------|
| L'épaisseur d'extraction maximale est de 55 mètres. |
|-----------------------------------------------------|

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| La cote minimale d'extraction est de +702 mètres NGF. |
|-------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Les fronts d'abattage sont constitués de gradins de 15 mètres maximum de hauteur verticale. Ces gradins sont séparés par des banquettes horizontales de 10 mètres de largeur minimum. |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                   |
|-------------------|
| <b>Constats :</b> |
|-------------------|

|                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| D'après le plan d'exploitation de la carrière, la cote minimale est à environ 723 m NGF. La hauteur des gradins respecte la hauteur maximale de 15 mètres. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                       |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

**N° 5 : Valorisation des matières premières critiques**

|                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/06/2026, article 5 |
|-----------------------------------------------------------------------|

|                                        |
|----------------------------------------|
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets |
|----------------------------------------|

|                                 |
|---------------------------------|
| <b>Prescription contrôlée :</b> |
|---------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| II. - Lorsqu'il est assujetti à l'obligation de fournir une étude d'évaluation économique préliminaire en application de l'article 27 du règlement (UE) n° 2024/1252 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 établissant un cadre visant à garantir un approvisionnement sûr et |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p> durable en matières premières critiques et modifiant les règlements (UE) n° 168/2013, (UE) n° 2018/858, (UE) n° 2018/1724 et (UE) n° 2019/1020, l'exploitant d'une installation autorisée avant le 1<sup>er</sup> juillet 2026, ou dont le dossier d'autorisation a été déposé avant cette date, transmet au préfet l'étude d'évaluation économique préliminaire ou le document justifiant de l'absence de matières premières critiques techniquement valorisable dans les déchets d'extraction et du degré élevé de certitude de cette démonstration au plus tard le 24 novembre 2026.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déclaré exploiter une installation de gestion de déchets (IGD) qui est constituée de stériles d'exploitation au nord-est du site. Il est donc redevable d'une étude d'évaluation économique préliminaire en application de l'article 27 du règlement (UE) n° 2024/1252 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024.</p> <p>Le principe de la démarche a été exposé à l'exploitant.</p>                                                                                                                                                      |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection pour le 24 novembre 2026 une étude d'évaluation économique préliminaire ou le document justifiant de l'absence de matières premières critiques techniquement valorisable.</p> <p>L'exploitant s'appuiera sur la démarche figurant sur le site internet du BRGM : <a href="https://infoterre.brgm.fr/page/dechets-dextraction-crm">https://infoterre.brgm.fr/page/dechets-dextraction-crm</a></p>                                                                        |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

#### N° 6 : Remblayage partiel de l'excavation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 2</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchet</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'excavation sera partiellement remblayée sur tout son secteur Nord à l'aide des stériles issus du site et des matériaux inertes extérieurs issus des chantiers locaux du BTP.</p> <p>La surface à remblayer est de l'ordre de 8 ha minimum. La cote maximale du remblaiement dépendra de la quantité de matériaux inertes extérieurs admis sur site (entre 40 000 t/an et 100 000 t/an). Ainsi le remblaiement est réalisé jusqu'à une cote comprise entre 725 m et la hauteur du terrain naturel.</p> <p>Le talus de raccordement entre le carreau et la partie sommital du remblai est terrassé avec une pente de stabilité naturelle.</p> <p>Les terres végétales sont régallées sur la partie supérieure du remblai.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>La carrière a accueilli en 2025 des déchets inertes en petites quantités. Ils sont entreposés pour l'instant à proximité du stock de stériles situé au Nord-Est du site. Ils serviront ensuite au remblayage de la carrière lorsque l'exploitation aura suffisamment avancé.</p> <p>Au jour de l'inspection, aucun déchet inerte n'a encore été admis en 2026. Il est prévu que des déchets soient admis au cours de l'été.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 7 : Contrôle et traçabilité des déchets admis**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 6.1.2</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchet</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions de l' arrêté ministériel du 12/12/2014 susvisé sont applicables.</p> <p>Les déchets inertes accueillis sur le site ne pourront pas être stockés définitivement sans déchargement préalable au sein d'une zone de contrôle.</p> <p>Cette zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent.</p> <p>Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p> <p>Une benne est implantée à proximité de la zone de déchargement des camions de déchets inertes, provenant de l'extérieur du site, afin d'y déposer les déchets qui ne sont pas autorisés. Le contrôle visuel après déchargement, et le cas échéant, la dépose des déchets non autorisés dans la benne, sont réalisés immédiatement.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'agent de bascule a été formé à l'accueil de déchets inertes. Une procédure est présente. Les documents d'acceptation préalable et le registre d'admission ont été consultés pour les déchets admis en 2025. Ces documents n'appellent pas de remarque. Seuls des déchets de type « Terres et pierres » ont été admis.</p> <p>Lors de la visite, aucun déchet indésirable n'a été vu au niveau des déchets inertes stockés.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**N° 8 : Alimentation en eau**

|                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 4.1.1</p>                            |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'alimentation en eau de la carrière est assurée par ravitaillement.</p> |

Dans le cas où un raccordement au réseau d'eau potable serait réalisé, l'exploitant met en place un dispositif de disconnexion sur l'arrivée d'eau générale.

**Constats :**

La carrière est ravitaillée en eau potable pour les usages sanitaires.

L'exploitant récupère l'eau pluviale provenant de la toiture des hangars de stockage de sable dans 2 cuves. Cette eau est utilisée pour la brumisation effectuée au niveau des installations de traitement pour l'abattement des poussières (consommation d'1m<sup>3</sup> par jour).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Surveillance de la qualité des rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 9.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre pour le rejet des eaux collectées sur l'aire étanche :

| Paramètres                                             | Code SANDRE | Type de suivi                     | Périodicité de la mesure |
|--------------------------------------------------------|-------------|-----------------------------------|--------------------------|
| Matières en suspension                                 | 1305        | Instantané ou moyen sur 24 heures | Annuelle                 |
| Demande Chimique en Oxygène sur l'effluent non décanté | 1314        | Instantané ou moyen sur 24 heures | Annuelle                 |
| Hydrocarbures totaux (HCT)                             | 7009        | Instantané ou moyen sur 24 heures | Annuelle                 |

**Constats :**

La dernière mesure des eaux pluviales en sortant du débourbeur-déshuileur a été effectuée le 23 février 2026. Les résultats sont inférieurs aux valeurs limites d'émission.

La dernière vidange du débourbeur-déshuileur a eu lieu le 3 septembre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Voirie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 5.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Voirie

Prescription contrôlée :

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique, il est accompagné de panneaux qui signaleront la sortie de camions sur la RD6 dans les deux sens de circulation.

En cas de salissure imputable à l'activité de la carrière, un nettoyage régulier de la voie publique en sortie de la carrière est réalisé.

Constats :

Le jour de l'inspection, aucune salissure n'a été constatée sur la voie publique en sortie de carrière. Des panneaux de signalisation sont présents.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 à 19.7

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

19.5. - Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Pour les exploitations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.

19.6. - Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

19.7. - Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis le bilan de la surveillance des retombées de poussières pour l'année 2025.

Le plan de surveillance comprend 1 point témoin, 1 point au niveau des premières habitations, et 3 points sur le périmètre de la carrière.

2 campagnes de mesures ont été réalisées en 2025 pendant des périodes de production de la carrière. Les concentrations au niveau du point de type b) sont inférieures à la valeur limite de 500 mg/m<sup>2</sup>/j.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 12 : Vibrations lors des tirs de mines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 7.2.1 et 9.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit/Vibration

#### **Prescription contrôlée :**

Article 7.2.1 :

La limite à ne pas dépasser, des vitesses particulières pondérées mentionnée à l'article 22.2 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières est réduite à 5 mm/s.

Dans le cas où une campagne de mesures mettrait en évidence le dépassement de la valeur limite, une étude est alors élaborée afin de déterminer l'origine de ces dépassements, et les moyens à mettre en œuvre pour respecter la valeur limite précitée.

Article 9.2.3 :

Un contrôle des niveaux de vibrations générées lors des tirs de mines est réalisé tous les 6 mois au niveau des constructions et habitations les plus proches.

La fréquence de contrôle pourra être adaptée par le préfet en fonction des résultats sur demande

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| de l'exploitant.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Constats :</b><br><br>Les fiches de tirs et les mesures de vibration associées ont été consultées.<br>Au jour de l'inspection, une mesure de vibration a été réalisée en 2026. les résultats sont inférieurs à la valeur limite de 5 mm/s.<br>En 2025, une seule mesure de vibration a été réalisée alors qu'une mesure par semestre est requise. Les résultats sont conformes.<br>Depuis 2025, les mesures sont faites au niveau de la ferme la plus proche. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit respecter la fréquence de 2 mesures des niveaux de vibration par an. Une nouvelle mesure devra ainsi être réalisée en 2026 lors d'un prochain tir.                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 5 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**N° 13 :** Mesures d'évitement, de réduction et de suivis, mesures en faveur d...

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2023, article 10.1.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Biodiversité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>- Mesures de réduction<br>R2.1f : Dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes (actions préventives et curatives)<br>Aucun individu d'espèces exotiques envahissantes (EEE) au sens du règlement du 22 octobre 2014 susvisé ne devra être importé sur le site.<br>L'exploitant contrôle au moins une fois par an l'apparition d'EEE sur le site et en particulier sur les zones de remblais.<br>En cas de découverte d'EEE toutes les précautions devront être prises pour ne pas propager ces espèces et toutes les mesures devront être prises pour détruire ces espèces, et en particulier les dispositions de l' arrêté préfectoral du 9 mai 2019 susvisé en cas de découverte d'ambrosie.<br>[...]<br>R2.1t : Autre : Gestion écologique des habitats dans la zone d'influence de la carrière ou à proximité<br>L'exploitant met en place une convention d'une durée de 30 avec la commune et l'ONF pour la gestion d'un îlot de vieillissement d'une surface de 2,5 ha sur la commune de Sombacour (parcelle cadastrale ZC 9).<br>L'exploitant met en place une convention d'une durée de 50 ans avec la commune et l'ONF pour la conservation de 45 arbres sénescents sur la commune de Sombacour (parcelles cadastrales ZC 9 et ZC 17).<br>[...]<br>A5.a - Action expérimentale de génie écologique. |

L'exploitant maintien et gère la mare de 44 m<sup>2</sup> créée dans la zone Nord-Est de la carrière dans un but d'action expérimentale de génie écologique en faveur des amphibiens.

[...]

- Suivi des mesures

Un suivi écologique des peuplements d'oiseaux et de chiroptères sera réalisé durant toute la durée de l'exploitation, aux années N+1, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25 et N+30 au niveau de l'îlot de vieillissement et des arbres réservés en sénescence. [...]

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de suivi effectué en 2024 (année N+1 après l'autorisation). Celui-ci n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.

Le rapport indique qu'un contrôle des espèces exotiques envahissantes a été fait en 2024. Il n'y a pas eu de contrôle formalisé pour 2025. L'exploitant indique que très peu de déchets inertes ont été admis pour l'instant, mais que le contrôle sera renforcé lorsque l'accueil d'inertes sera plus important.

Une convention avec l'ONF et la commune de Sombacour a été établie pour la gestion d'un îlot de vieillissement et la conservation d'arbres sénescents. L'exploitant a transmis le plan de localisation et la liste des arbres sénescents conservés. Un marquage de ces arbres a été effectué.

L'inspection a constaté lors de la visite la présence d'une mare au niveau de la carrière. Un entretien de celle-ci est réalisé par la LPO.

**Type de suites proposées :** Sans suite